

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

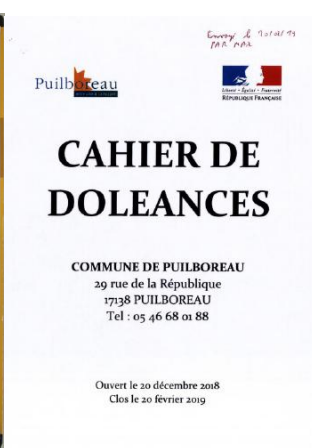
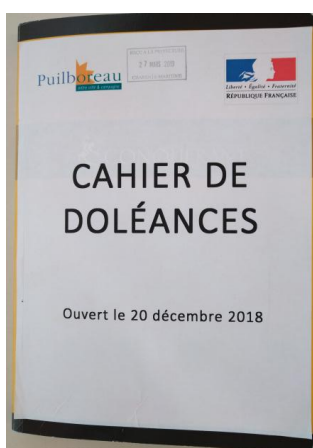
par Marie-Anne Chabin, 2026

Puilboreau

code INSEE : 17291

6 369 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W280) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format jaune, grands carreaux, 192 p.

Couverture imprimée collée : « Cahier de doléances », nom de la commune « Ouvert le 20 décembre 2018 ».

Tampon arrivée à la préfecture du 27 mars 2019

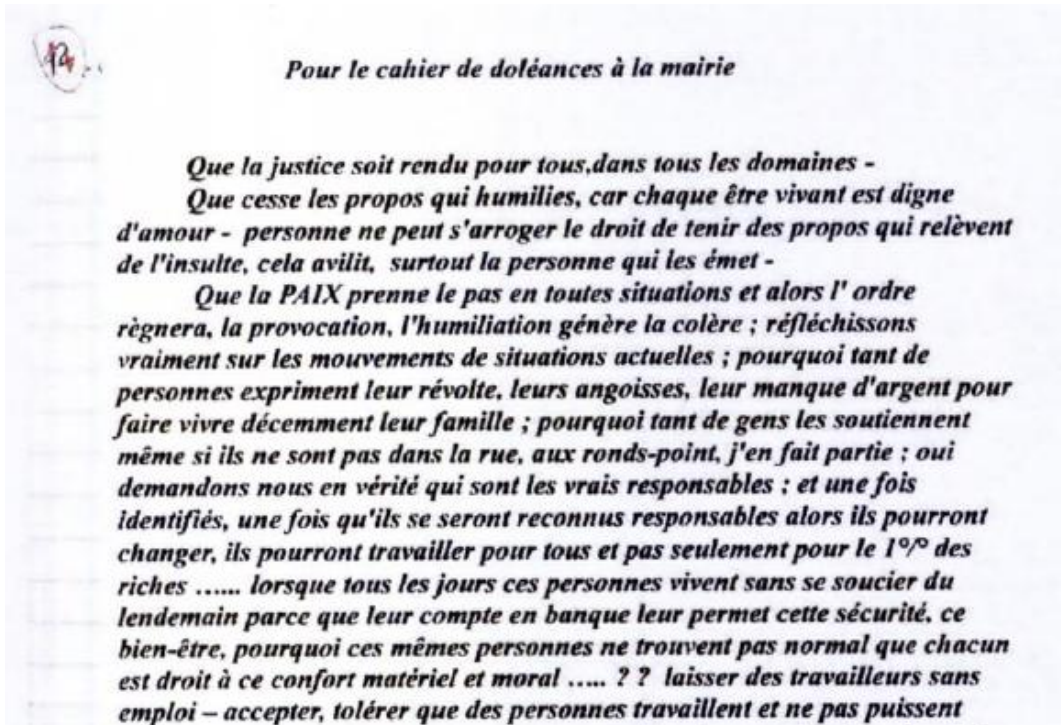
30 contributions numérotées au stylo rouge.

Nota bene : la couverture de la copie numérique est différente de celle de l'original : autre police de caractères, ajout des coordonnées de la commune, date de clôture (20 février 2019) et mention manuscrite « Envoyé le 20/2/19 par mail ».

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

(13) 10/01/2019
M^r le président et les ministres ARRÊTÉS D'ÊTRE
ARRÉGANT et MEPRISANT envers le peuple.
Vous avez reconnu que les 80km/h était une
connerie alors annulez cette mesure qui n'est autre
qu'une manière déguisé de récupérer l'argent des automobilistes
Revoquez le principe de la CSG (augmentation de
l'impôt des classes populaires et en même temps diminution
des impôts pour les plus riches)
Rétablir les bus de la république dans les zones de nos
droit et stopper les influences islamiste qui contribuent
au terrorisme.
Arrêtez de marcher les gens les uns contre les autres
Actifs contre Retraités Citadins contre Compagnie
G. FRAGNE
Puilboreau

(14) Retour à l'indexation des pensions
de retraite.
Versement de l'équivalent d'un
13^{ème} mois de pensions (sans forme de
chèques service pour transport, culture...)
Remplacer le Sénat par une chambre
des citoyens (tirés au sort sur le
principe des jurés d'assise).
Retour de l'ISF pour plus de
justice devant les contribuables.
Plus de démocratie participative
Puilboreau le 10/01/19 Philippe CHERVIER



* Amener de nous prendre pour des hommes
que nous ne sommes pas du tout -
* Le travail ne m'a jamais dérangé,
mais le franchement c'est un travail
de Tese etc etc Surri des 80 Km Heure
C'est une cloque car lorsque nous avons
des Tracteurs qui vont à 85 Km Heure
et des Camions qui vont à 80 Comment
double t'on dans ces conditions avec
Avoir à l'entretien sans l'entretien

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Mail imprimé, 30 lignes, 408 mots (collectif)

Sujet : CAHIER DE DOLÉANCES - Mairie de Puilboreau

Date : sat, 08 Dec 2018 11:49:52

De : Collectif des Petits Patrons et Artisans collectif.tpe@gmail.com

Pour : contact@mairie-puilboreau.fr

Puilboreau, le 8 décembre 2018

Objet : Cahier de doléances de la mairie de Puilboreau

Collectif des Petits Patrons et Artisans – Antenne Puilboreau

Relais local du Collectif des Petits Patrons et Artisans, nous remercions la municipalité en général et le maire en particulier de prendre le temps de relayer les revendications des citoyens. Vous êtes une courroie de transmission essentielle entre les administrés et l'exécutif, parfois devenu sourd à notre bon sens "paysan".

Les Petits Patrons et Artisans sont des gens simples, travailleurs, entrepreneurs en bâtiment, chauffagistes, plombiers, peintres, électriciens, vitriers, artisans, agriculteurs, commerçants, distributeurs, transporteurs, ambulanciers, consultants, restaurateurs, petits industriels, sociétés de services informatiques, développeurs web, entreprises digitales, attachés de presse, sociétés de communication, entreprises de nettoyage, de logistique, de stockage, de déménagement, paysagistes, sociétés de jardinage... Les petites entreprises sont donc présentes partout en France, notamment à Puilboreau et dans ses alentours.

Nos TPE sont plus de 3 500 000 en France, et c'est forcément par nos petites entreprises que sera résolue la question dramatique du chômage. Imaginez que chacun d'entre nous n'embauche ne serait-ce qu'une personne supplémentaire.

À notre petite échelle, nous prenons des risques tout au long de notre carrière : risque d'entreprendre, de nous endetter, de stocker, d'embaucher, et de faire face à toutes les contraintes administratives et comptables.

En janvier 2013, **le ministre Jérôme Cahuzac a instauré une taxe insupportable, insoutenable pour les millions de gérants majoritaires de SARL que nous sommes : la soumission de nos (modestes) dividendes aux cotisations sociales !** Le pire, c'est que cela ne concerne QUE les entrepreneurs indépendants, pas les plus riches (Sociétés anonymes, SAS...).

Ainsi, après avoir payé nos charges, nos salaires, quand il nous reste un résultat, nous payons 33 % d'impôt sur les sociétés, puis l'impôt sur le revenu (selon la tranche)... et depuis 5 ans la taxe Cahuzac, soit 42 % ! Faites le calcul ! Nous sommes ainsi moins taxés en investissant à la bourse ou dans une "start-up" que dans notre propre entreprise. Le dividende rémunère un risque, au nom de quoi est-il soumis à des cotisations sociales ? **Cette aberration économique étouffe littéralement les TPE, poumon économique de nos territoires.**

NOTRE REVENDICATION

À INSCRIRE AU CAHIER DE DOLÉANCES DE Mairie de Puilboreau est donc la suppression, à compter du 01/01/2019, de la TAXE CAHUZAC confiscatoire, qui soumet les dividendes des SARL à gérant majoritaire aux cotisations sociales.

Merci à la mairie de Puilboreau et à toutes ses équipes.

2. Manuscrit (une page recto-verso), 52 lignes, 405 mots (homme)

[tampon courrier arrivée du 20 décembre 2018]

[Prénom NOM]

[Adresse]

Monsieur le Maire de Puilboreau
À l'attention de M. Drapeau

Monsieur le Maire,

Cela fait déjà quelque temps que je souhaitais vous faire part de mes observations et les événements récents avec la mise en place de cahiers de doléances au niveau local m'en donnent l'occasion.

Je suis retraité de la fonction publique d'État et malgré plusieurs déménagements je n'ai jamais écrit à un maire.

Aujourd'hui la situation de la France est plus que compliquée et il est grand temps de faire des économies à tous les niveaux.

Au niveau national :

Si mes souvenirs sont exacts, il me semble que le général de Gaulle voulait supprimer le Sénat ou le fusionner avec le Conseil économique et social dont l'utilité est plus que discutée.

En 2017, ce même CES, pour un budget de 41 millions d'euros, a produit 28 rapports soit 1,7 million pour chaque rapport qui n'ont servi à rien ou presque.

Aujourd'hui l'Assemblée nationale compte 588 députés soit plus que les États-Unis qui totalisent une population cinq fois supérieure, idem pour le Sénat.

En diminuant ces deux chambres de 200 unités chacune, l'économie serait supérieure à 100 millions d'euros par an. La suppression du Conseil économique et social, l'économie serait de plus de 41 millions d'euros sans compter les comités régionaux ou départementaux et tous les organismes interministériels.

Au niveau local :

Il faut que chaque élu ait comme priorité la gestion rationnelle de la dépense publique.

Dans une commune comme Puilboreau pourquoi implanter continuellement des espaces verts ou fleuris qui nécessiteront de l'entretien et des dépenses de personnel alors que la plupart des habitants possèdent des jardins et peuvent fleurir leur résidence comme ils l'entendent.

Cette politique peut se concevoir dans les villes touristiques qui peuvent observer des retombées économiques.

Hors domaine économique, je vous épargnerai les ronds-points carrés dont je veux bien croire que vous n'êtes pas à l'origine de cette bizarrerie.

Je veux également attirer votre attention sur l'accroissement exponentiel de la zone commerciale de Beaulieu qui entraîne des difficultés de circulation jusque dans la vieille ville.

Il est grand temps que les maires de l'agglomération et de la CDA fassent entendre leur voix face au maire de La Rochelle qui ne veut plus de véhicules dans sa ville, qui tue le petit commerce de centre ville et qui externalise tous les inconvénients et la pollution sur les communes environnantes.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

[Signature]

[P. NOM]

3. Manuscrit, 7 lignes, 50 mots

21.12.18

Notre revendication concerne les autoroutes : qu'elles ne soient plus privatisées et que, comme avant, le bénéfice des péages revienne à l'État.

Penser à soulager un peu la classe moyenne. Ce serait un moyen efficace.

Et ne pas amputer les retraites par une CSG de plus en plus lourde.

4. Manuscrit, 13 lignes, 69 mots (femme)

27.12.18

Concernant le rond-point rue de Baillac, rue de la République et rue de La Rochelle. Il faudrait IMPÉRATIVEMENT un "ralentisseur" au début de la rue de La Rochelle, les véhicules arrivent beaucoup trop vite depuis la rue de la République pour se diriger vers La Rochelle-Lafond.

Il est impossible de traverser au passage piéton, les usagers des véhicules n'ont pas de visibilité.

RALENTISSEUR ou SIGNALÉTIQUE ou AMÉNAGEMENT PARTICULIER.

[Prénom NOM]

[Adresse, Téléphone, Adresse mail]

5. Manuscrit, 6 lignes, 47 mots

31/12/18

1°) Remettre en place l'indexation pour les retraites sur l'augmentation du coût de la vie.

2°) Augmenter les salaires des professeurs des écoles. Après 7 ans d'études, 2 ans de formation, 2 ans d'expérience, le salaire mensuel est 1680 euros nets par mois... une honte ?

6. Manuscrit, 9 lignes, 56 mots

2/01/2019

Pour les retraités oubliés (petites retraites), réindexer les retraites sur le coût de la vie et augmenter les retraites de – 800 euros de 100 euros, pour que tout le monde puisse vivre dignement !

Que Monsieur le Président en tienne compte pour alléger les tensions.

En espérant que ce point sera revu au plus vite...

7. Manuscrit, 9 lignes, 63 mots

07.01.2019

Je suis pour le non-cumul des mandats et surtout pour ne pas permettre plus de 2 mandats successifs sur un même poste et je suis contre la "professionnalisation" des politiques qui se permettent des arrogances inacceptables envers la justice et les principes généraux de la démocratie.

De +, on ne fait dans ces cas plus d'énergie à durer qu'à servir la population.

[P. NOM]

[Signature]

8. Manuscrit, 22 lignes, 165 mots (femme)

7.01.10

Je demande la suppression immédiate du gel des retraites et la suppression de la CSG de 1,7 % pour tous les retraités. Je suis retraitée depuis 5 ans et ½ et j'ai perdu plus de 10 % de pouvoir d'achat, ayant travaillé sans interruption 48 ans (retraitée à 65 ans), j'estime que je mérite une retraite indexée.

Par ailleurs, la suppression de l'ISF en début de mandat a été une bourde monumentale de la part de M. Macron.

S'il annulait le CICE pour les grandes entreprises, il aurait de quoi répondre financièrement aux demandes des Français (SMIC et retraites indexées).

Ne parlons pas de toutes les économies faites si l'on diminuait fortement les dépenses de l'État. Beaucoup de pays le font (la Suède par exemple). Avec des avantages à vie des anciens présidents et ministres il y aurait des milliards à redistribuer aux travailleurs de la France profonde.

À quand l'application du casier judiciaire vierge pour nos élus ? Cela ferait un sacré écrémage...

Mme [Nom Prénom] [Signature]

9. Manuscrit, 4 lignes, 26 mots

07/01/2019

- Rétablir l'ISF.
- Supprimer les privilèges de tout l'organe gouvernemental.
- Réduire le nombre de sénateurs.
- Faire payer les impôts aux grosses sociétés.

10. Manuscrit, 10 lignes, 64 mots (couple)

07.01.19

Au nom de tous les Français dans le besoin, pour nos enfants et nous-mêmes, nous demandons :

- Le rétablissement de l'ISF.
- La suppression de la CSG sur les retraites.
- L'augmentation du SMIC.
- La baisse de toutes les taxes.
- Un RIC.

Et tout cela rapidement.

Et bien évidemment que E. Macron écoute et prenne en compte toutes ces doléances.

M et Mme [NOM]

11. Manuscrit, 13 lignes, 98 mots

09/01/2019

Rond-point carré rue de Baillac, belle réussite, tout le monde y passe dessus !

Passage piéton rue de Baillac : pourquoi l'avoir changé de place et le mettre en plein après le virage ?

Les 2 grosses pierres qui au départ étaient sur la chaussée, tjs au même endroit, et ont provoqué un accident, peut-être d'autres ? sont maintenant sur le côté : est-ce pour décorer ?

En face le magasin Armand Thiery, comment un cycliste et une voiture peuvent-ils passer en même temps, il faut être doué !!!

Enfin, il y en aurait à dire !!!

[Prénom Nom, Adresse]

[Signature]

12. Manuscrit, 38 lignes, 244 mots

09/01/2019

Monsieur le Président,

Vous vivez comme un roi alors qu'une partie du peuple français n'a pas de quoi vivre décemment !

Est-il logique qu'un salarié ne puisse pas se loger correctement !

Ce n'est pas le cas de madame Jouanno qui a "honte" de sa rémunération au point qu'elle n'ose pas se montrer devant les Gilets jaunes !...

Il existe une trop grande disparité entre les salaires des hauts fonctionnaires et le SMIC !

Quand j'ai commencé ma vie professionnelle dans une grande entreprise française dont je tairai le nom, l'écart des salaires entre le plus bas et le plus haut était de 1 à 5. Cela était correct et viable. Aucun employé de cette maison n'était au SMIC à l'époque.

Vous devez faire des économies, alors commencez par vous, les anciens présidents, les sénateurs retraités après seulement un mandat, ainsi que tout le gouvernement ! Vous pourriez trouver ce qu'il vous manque pour supprimer complètement les impôts locaux comme vous l'aviez promis !

Il ne faut pas toujours "taper" sur les classes moyennes qui en ont assez de payer pour les autres.

Les retraités en ont assez d'être ponctionnés parce qu'ils ont une "bonne" retraite car travaillé souvent plus de 40 ans et cotisé en fonction pour être plus à l'aise après une longue vie de travail !

Vous accepter des migrants à qui vous donnez beaucoup alors que nos SDF sont si maltraités.

Commencez par rééquilibrer les finances de la France.

M. [NOM]

Puilboreau

13. Manuscrit, 12 lignes, 99 mots

10/01/2019

M. le Président et les ministres, ARRÊTEZ D'ÊTRE ARROGANTS et MÉPRISANTS envers le peuple.

Vous avez reconnu que les 80 km/h était une connerie alors annulez cette mesure qui n'est autre qu'une manière déguisée de récupérer l'argent des autoroutes.

Revoyez le principe de la CSG (augmentation de l'impôt des classes populaires et en même temps diminution des impôts pour les plus riches).

Rétablir les lois de la République dans les zones de non-droit et stopper les influences islamistes qui contribuent au terrorisme.

Arrêtez de monter les gens les uns contre les autres, actifs contre retraités, citoyens contre campagne.

[P. NOM]

[Signature] Puilboreau

14. Manuscrit, 10 lignes, 56 mots (homme)

Retour à l'indexation des pensions de retraites.

Versement de l'équivalent d'un 13^e mois de pension (sous forme de chèque-service pour transport, culture...)

Remplacer le Sénat par une chambre des citoyens (tirés au sort sur le principe des jurés d'assises).

Retour de l'ISF pour plus de justice devant les contributions.

Plus de démocratie participative.

Puilboreau, le 10/01/19 M. [Prénom NOM]

[Signature]

15. Manuscrit, 33 lignes, 274 mots (femme)

Pourquoi le boxeur est puni sévèrement et pas les policiers qui tabassent les Gilets jaunes ? C'est encore un privilège que M. Macron accorde à ses protégés.

Pourquoi les riches ne paient plus l'ISF ? Là encore, privilège. À leur remettre.

Le gouvernement fait semblant de donner d'une main mais de l'autre il reprend le double ou triple. Les gens travaillent de plus en plus mais le salaire ne suit pas. Comment voulez vous qu'ils y arrivent pour payer le loyer, les courses, le gaz, etc., et les taxes et augmentation de prix de tout !!

Notre président qui veut avoir toujours raison, qui en croit en personne, il est tellement imbu de sa personne qu'il faudrait lui supprimer son salaire pour lui donner 1 salaire de smicard ou 1 pension de petite retraite, il comprendrait peut-être ? Le malheur des actifs et retraités, je suis moi-même retraitée, 77 ans et ½ et veuve, j'ai besoin de faire des travaux dans ma maison pour faire des économies d'énergie mais avec quel argent ?

Soit notre gouvernement, du plus haut placé au plus petit, se moque du peuple français, sauf des riches bien entendu. C'est une honte d'en arriver à manifester pour un peu plus pour vivre. Honte à vous, gouvernement actuel. Je souhaite que vous ne repassiez pas aux prochaines élections. Vous

menez tous les Français à la catastrophe et la misère. Tous ces collaborateurs regardant les Français dédaigneusement, plus personne ne croit en vous tous.

Je demande :

baisse de ttes les taxes,
augmentation des salaires, des retraites,
diminuer les passages aux autoroutes et faire payer les responsables qui sont riches à milliards.

[Signature]

16. Manuscrit, 30 lignes, 196 mots (homme)

Monsieur le Président,

En tant que citoyen je vous présente mes vœux.

En tant que Gilet jaune, je n'accepte pas votre mépris et votre arrogance. Arriviste ?

Je veux faire part de mes doléances espérant obtenir satisfaction :

- Suppression de la CSG sur nos retraites, nous l'avons déjà payée sur nos bulletins de salaires.
- Réévaluation de nos retraites à l'indice INSEE.
- Restaurer la 1/2 part fiscale pour les veufs.
- Réévaluer le SMIC, notamment pour les personnes qui travaillent à l'heure, non mensualisées sur 37 h (ex : femme de ménage).
- Supprimer les taxes sur les produits de 1^{ère} nécessité.

En contre partie !!

- Restaurer l'ISF.
- Affermir les recherches sur les fraudes fiscales, fuite de capitaux à l'étranger.
- TAXER les entreprises étrangères qui font des profits en France sans payer aucun impôt (Google, Amazon, Cdiscount, King Burger, Mac Donald, etc.)
- Supprimer le crédit impôt recherche (CIR) aux entreprises qui ne payent pas d'impôts en France, ex : TOTAL.

Il y a donc beaucoup de milliards d'€ à récupérer pour compenser les besoins du peuple. Il faut pour cela que le gouvernement, vous, M. Macron, que vous soyez équitables.

M [Nom Prénom] 10/01/19

[Signature]

17. Dactylographié, 30 lignes, 366 mots (femme)

Pour le cahier de doléances à la mairie

Que la justice soit rendue pour tous, dans tous les domaines.

Que cessent les propos qui humilient, car chaque être vivant est digne d'amour – personne ne peut s'arroger le droit de tenir des propos qui relèvent de l'insulte, cela avilit, surtout la personne qui les émet.

Que la PAIX prenne le pas en toutes situations et alors l'ordre règnera, la provocation, l'humiliation génèrent la colère : réfléchissons vraiment sur les mouvements de situations actuelles ; pourquoi tant de personnes expriment leur révolte, leurs angoisses, leur manque d'argent pour faire vivre décemment leur famille ; pourquoi tant de gens les soutiennent même s'ils ne sont pas dans la rue, aux ronds-points, j'en fait partie ; oui, demandons-nous en vérité qui sont les vrais responsables ; et une fois identifiés, une fois qu'ils se seront reconnus responsables, alors ils pourront changer, ils pourront travailler pour tous et pas seulement pour le 1°% des riches... lorsque tous les jours ces personnes vivent sans se soucier du lendemain parce que leur compte en banque leur permet cette sécurité, ce bien-être, pourquoi ces mêmes personnes ne trouvent pas normal que chacun ait droit à ce confort matériel et moral... ?? Laisser des travailleurs sans emploi – accepter, tolérer que des personnes travaillent et ne puissent pas vivre dignement de leur salaire – accepter, tolérer des retraités dans la misère... comment laisser des familles avec une personne handicapée se débrouiller comme elles peuvent... si difficilement et en quelque sorte vivre une double peine ?? Comment laisser, accepter, tolérer, parfois être complices des puissances gouvernementales (quel que soit le pays) détruire la planète ? Elle ne nous appartient pas, nous ne faisons que passer... soyons humbles. Chacun, chacune à notre place avons à faire notre possible pour que notre monde soit meilleur mais celui, celle qui a fait le choix d'être député, maire, sénateur, ministre, président, ou tout autre poste, qui a été élu est responsable des décisions prises et non prises devant le peuple, devant chacun et chacune de nous ; oui, si les bons actes sont posés, avec respect, dans la dignité de tous, alors oui la paix et la prospérité seront possibles.

[Prénom NOM]

Puilboreau, le 13 janvier 2019

18. Dactylographié, 16 lignes, 138 mots (femme)

Réduire les dépenses de l'État.

Cesser le gaspillage.

Renoncer aux indemnités des anciens chefs d'État.

Annuler les privilèges et services de sécurité des anciens élus de l'État.

Indexer les retraites sur le coût de la vie.

Enlever sur celles-ci la CSG.

Revoir les tranches d'imposition sur le revenu pour limiter les inégalités.

Revoir l'imposition des résidents retraités à l'étranger.

Augmenter l'impôt sur le revenu des gros propriétaires fonciers.

Maintenir la taxe d'habitation pour toutes les résidences secondaires et pour les plus riches en résidences principales.

Revoir les modalités d'obtention des indemnités chômage en cas de refus d'emploi.

Annuler les allocations en cas de délit d'un mineur.

Surveiller de plus près les arrêts maladie.

Résilier la redevance télé.

Ne pas faire de la France un pays d'assistés, mais que chacun puisse vivre dignement dans la limite de ses revenus.

[Manuscrit] [Prénom] le 14.01.19

19. Dactylographié, 21 lignes, 224 mots (homme)

Pour beaucoup, l'élection présidentielle s'était jouée sur la volonté de réduire les charges, surtout celles des institutions et en particulier une réduction du nombre de nos députés et sénateurs. Pour l'instant, rien. Il est vrai que lorsqu'on est installé, on ne veut pas perdre son poste voire ses indemnités. Et le plus inquiétant, ce sont les régimes de retraite de nos élus qui, pour seulement 5 ans de mandature, touchent beaucoup plus qu'un smicard qui a trimé pendant 42 ans ! Où est la justice ?

Personnellement, j'ai subi une réforme de retraite injuste : une personne née en 1950 et ayant travaillé 36 ans touche une retraite supérieure à la mienne. Je suis né en 1954 et ai travaillé 40 ans dans le même métier et au même grade. Nous naissons peut-être tous égaux mais quand vous faites des réformes, vous vous chargez de créer beaucoup d'inégalités.

Messieurs, faites les bonnes réformes et réduisez le train de vie des institutions. Vous pourriez ainsi réaliser d'importantes économies qui éviteraient de taxer les plus pauvres.

À propos des réformes, une me paraît indispensable et urgente : celle de la santé. Modernisez le système en place, faites en sorte que tous les soins soient accessibles à tous, ne réduisez plus le personnel hospitalier, augmentez le nombre de lits et rémunérez le personnel à sa juste valeur.

[Prénom NOM]

20. Dactylographié collé, 27 lignes, 268 mots (femme)

Doléances DU 12/01/2019

FISCALITÉ

Montant de l'impôt, plus justement réparti.

Tous les revenus reçus en France doivent être taxés en France y compris les DOM TOM.

Les exilés fiscaux doivent être poursuivis efficacement.

Mettre fin à l'évasion fiscale par des peines exemplaires.

Fin de la taxe d'habitation pour tout le monde.

Remettre l'ISF de suite.

Les riches sont de plus en plus riches, et les pauvres sont de plus en plus pauvres.

RETRAITE

Cette réforme ne doit pas être un nivellement par le bas.

Augmentation des petites retraites pour suivre le coût de la vie bloqué depuis de nombreuses années.

Suppression de la CSG pour les petites retraites, moins de 2000 € par personne et non 2700 € par couple ; quand on est marié nous sommes pénalisés.

Il faut maintenir la pension de réversion.

+ de services publics, la poste, docteur, hôpital de proximité, service des impôts, sécurité sociale dans les petites villes et dans les campagnes où il n'y a pas de transport (bus, train).

À RÉDUIRE LE TRAIN DE VIE DE L'ÉTAT ET FONCTION PUBLIQUE

Beaucoup trop de hauts fonctionnaires trop payés, le salaire d'un haut fonctionnaire correspond à quatre salaires d'un fonctionnaire de terrain, hôpitaux, école, police qui, eux, sont utiles.

Trop de présidents de commissions qui ne servent à rien.

Trop d'élus + 30 ministres + les collaborateurs, les voitures de fonction et...

577 députés dont la moitié pour rien.

Vote règlement à la proportionnelle.

RIC (référendum d'initiative citoyenne).

Retour à la vitesse de 90 km/h sur les routes.

Bravo aux Gilets jaunes. Sans eux, il n'y aurait pas eu cette étape.

Retraitée.

[Signature]

21. Manuscrit, 2 lignes, 18 mots (couple)

14/1/2019

- Suppression de la CSG pour tous les retraités.
- Indexation pour la revalorisation des pensions de retraite.

M. et Mme [NOM]

22. Manuscrit, 18 lignes, 124 mots

15/01/19 [NOM Prénom] – Puilboreau

1) Fiscalité

- Lutter contre l'évasion fiscale.
- Fiscaliser les GAFA.
- Rétablissement de l'ISF.
- Baisse de la CSG pour tous les retraités.
- Que nos députés et sénateurs soient contrôlés tous les ans sur leurs dépenses.

2) Retraite

- Pas de modification sur les pensions de réversion.
- Que nos députés et sénateurs soient au régime général de la Sécu, et non sur un régime de privilégiés.
- Pas de retraite à points.

3) Social. Divers

- Baisse du nombre de députés et sénateurs.
- Que nos députés et sénateurs n'aient plus de privilèges qui scandalisent le peuple, ex frais d'obsèques pris en charge.
- Pas de vente des biens d'État au privé.
- Fin des indemnités présidentielles à vie.

23. Manuscrit, 48 lignes, 333 mots (homme)

15/1/2019

- * RSI : il y a 30 ans, ça existait déjà (retraite, allocations familiales, sécurité sociale) ; il se décomposait en 3, maintenant il est toujours là mais il augmente toujours, rien n'a changé.
- * La CFE, anciennement taxe professionnelle, l'année dernière augmentation de 65 %, pourquoi et comment c'est calculé, de 500 € elle est passée à 1490 € ?
- * Une petite PME, ce n'est pas une grosse entreprise, pourquoi sont-elles taxées autant ?

- * Moi, commerçant artisan, nous sommes pas des fainéants. C'est juste tous les jours 5h40 pendant 6 jours. MM les députés et sénateurs ainsi que tous ceux nous gouvernent, venez nous remplacer et on verra combien de temps allez-vous tenir.
- * Dans ce pays il faut toujours faire plus mais quand on ne prend presque jamais de vacances pour tout payer (taxes à rallonges, nouvelle taxe (sur la formation, 360 € à l'année pour 1 personne) mais quand est-ce que ça va s'arrêter ?
- * Pourquoi tous ces députés, ces sénateurs sont ils autant payés surtout quand ils ne sont pas là, leur salaire devrait être impacté.
- * Toute personne faisant un travail de qualité et avec assiduité doit être payée en conséquence (députés, sénateurs, etc. etc.)
- * Au jour d'aujourd'hui le travail il ne paye plus, ce n'est pas normal.
- * Arrêtez de nous prendre pour des moins que rien, nous ne sommes plus dupes.
- * Le travail ne m'a jamais dérangé mais là, franchement, c'est un ras-le-bol de taxes etc. etc., suivi des 80 km/heure, c'est une utopie car lorsque vous avez des tracteurs qui roulent à 25 km/heure et des camions qui roulent à 80, comment double-t-on dans ces conditions ? Mieux avoir 1 voiture sans permis.
- * Nous sommes d'accord pour nous serrer la ceinture mais, Messieurs et Mesdames les dirigeants, montrez-nous l'exemple en ne dépensant pas autant.

Juste une dernière chose à vous dire. Merci de nous laisser nous exprimer si ce cahier va bien dans les mains des personnes concernées.

[Nom] de Puilboreau [Signature]

24. Dactylographié (deux pages collées), 60 lignes, 757 mots (couple)

UNE DÉMOCRATIE PLUS JUSTE ET SOLIDAIRE

Contribution de :

[Prénom NOM] et [Prénom NOM], retraités [Téléphone]

1 – FISCALITÉ

- Taux réduit de TVA : appliquer le taux réduit de TVA (5,5%) aux consommations de gaz, fioul et électricité, dépenses indispensables au quotidien au même titre que la nourriture.
- Impôt de Solidarité sur la Fortune : rétablir l'ISF mais en taxant les patrimoines à partir de 2 000 000 euros et en appliquant les taux antérieurs aux tranches suivantes :
 - De 2 000 000 à 4 000 000 : 0,70 %
 - De 4 000 000 à 8 000 000 : 1 %
 - De 8 000 000 à 16 000 000 : 1,25 %
 - Au-delà de 16 000 000 : 1,50 %
- L'augmentation du seuil plancher et des tranches s'explique par l'évolution des prix de l'immobilier qui n'ont rien à voir avec l'inflation.
- Impôt sur le revenu : créer une sixième tranche taxant les revenus excédent 305 000 euros pour une part de quotient familial au taux de 50 % (applicable en 2020).

- Droits de succession : augmenter de 30 % les abattements appliqués sur les successions et donations et de 50 % les limites de chaque tranche.
- Taxation des revenus de capitaux mobiliers : suppression de la « flat tax » qui ne peut pas recevoir une explication économique, sociale ou citoyenne sérieuse si ce n'est la création d'une injustice supplémentaire.
- Taxe d'habitation : à supprimer pour tous sans condition de ressources.
- Taxe d'habitation des résidences secondaires : à supprimer. Aucune justification ne peut être acceptée pour son maintien.
- Fraude fiscale : elle atteint des sommets du fait d'un trop faible niveau du contrôle (environ 80 milliards de « fuite »). Depuis quelques années, la suppression des fonctionnaires a entraîné une quasi mise en sommeil des contrôles. Il faut augmenter le nombre des agents des finances publiques affectés à cette mission.
- Crédits d'impôts : revoir les crédits d'impôts accordés sur les travaux de dépenses d'économie d'énergie, investissements outre-mer. Ils contribuent à une forte augmentation du coût des travaux et le crédit d'impôt est en fait payé par l'État.

2 – SOCIAL

- CSG : supprimer l'augmentation de 1,7 % maintenue sur certaines retraites. Les retraités ont été solidaires pendant la durée de leur activité et ce au profit des ... retraités de l'époque. Pourquoi les pénaliser et exiger d'eux une solidarité au profit des actifs qui eux cotisent pour les ... retraités.
- Évolution des aides sociales : appliquer le taux de l'inflation.
- Revalorisation des retraites : suivre le taux de l'inflation. Les retraités se sont privés leur vie durant pour financer, par la solidarité, les dépenses de santé, de famille, de vieillesse dont ils ont peu bénéficié (une personne engage l'essentiel de ses dépenses de santé dans les 6 derniers mois de sa vie). Il faudrait maintenant qu'ils continuent à se priver mais pour les actifs ???
- Fraude sociale : elle est toujours en hausse (environ 100 milliards) du fait d'un nombre insuffisant de contrôles. Comme dans le domaine fiscal, il faut revoir le nombre d'agents affectés à cette mission et notamment à l'inspection du travail : triplement du nombre des inspecteurs chargés des contrôles. La situation actuelle est une honte.

3 - INSTITUTIONS

- Nombre de communes : il est beaucoup trop élevé. N'avoir aucune commune de moins de 1000 habitants en recherchant les fusions.
- Nombre de conseillers municipaux : il est beaucoup trop élevé et beaucoup de conseillers n'ont aucune activité au profit de la collectivité. L'augmentation n'avait qu'un seul but : mettre fin à l'explosion du nombre de listes. Il faut réduire d'un tiers le nombre de conseillers dans toutes les communes.
- Nombre de conseillers départementaux : le réduire de moitié et mettre fin à la politique d'un élu par canton. Faire des listes départementales.
- Nombre de conseillers régionaux : le réduire de moitié car beaucoup d'élus n'ont rien à faire.
- Indemnités de fonction : interdiction du cumul de ces indemnités et n'attribuer à tout élu ayant plusieurs mandats qu'une seule indemnité, sinon il y a doublon. On ne peut pas recevoir des indemnités en nombre pour une seule activité : élu de la République.

- Nombre de députés nationaux : le réduire à 300 avec une élection à deux tours et sans un reliquat de proportionnelle.

4 – DIVERS

- Gestion des autoroutes : ne pas renouveler les concessions en cours car le manque à gagner pour l'État est élevé. Les sociétés d'autoroutes vont prochainement terminer le remboursement des emprunts contractés lors de l'attribution des concessions. Le prix des péages va-t-il baisser (ce qui serait normal) ?

25. Manuscrit, 42 lignes, 351 mots (homme)

ÉCONOMIES À FAIRE

M. [NOM Prénom] Puilboreau

- Suppression des avantages à vie des anciens présidents (réduire les avantages et privilèges actuels à 3 ans).
- Suppression du Conseil constitutionnel.
- Réduire le nombre de députés de 577 à 300 députés.
- Supprimer la cagnotte annuelle des députés et, pour les permanences, obliger les communes à leur attribuer un local le temps du mandat.
- Limiter l'âge maxi à la députation à 70 ans (dernier mandat possible à 69 ans).
- Limiter le nombre des mandats à 3 maxi pour les députés.
- Instaurer pour les députés et les et les sénateurs et les présidents de régions le même système de retraites que pour privé.
- Réduire le nombre de sénateurs de 40 %.
- Supprimer les privilèges des sénateurs (logement, transport, avantages, primes obsèques).
- Limiter l'âge maxi des sénateurs à 70 ans (idem les députés).
- Limiter le nombre de mandats à 3 maxi chez les sénateurs.
- Système de retraites identique au système du privé.
- Salaire et prime des députés, sénateurs, hauts fonctionnaires définis par référendum par les Français.
- Prélever impôts plus importants sur les entreprises supérieures à 400 personnes.
- Uniformiser le système des retraites le plus rapidement possible (3 ans maxi).
- Imposer 2 heures de cours supplémentaires aux enseignants à partir du secondaire.
- Âge de la retraite identique pour tout le monde.
- Faire une politique plus simple par la commercialisation des besoins en nourriture (trop de normes, contraintes trop différentes selon les aliments et divers produits).
- Les contraintes ne pourront être applicables que si plus de 50 % de la communauté européenne les applique.
- Réduire le nombre de fonctionnaires à tous les étages.
- Privilégier dans les communes la sous-traitance.

- Utiliser plus les référendums pour les questions de taxes, décisions politiques, tarifications.
- Privilégier le solaire en l'imposant pour toutes nouvelles habitations, ou logements collectifs.
- Supprimer les antennes individuelles dans tous les nouveaux lotissements.
- Avoir la main sur les monopoles que sont les énergies (gaz, électricité, solaire, eau).
- Justice plus uniforme entre les citoyens et les hommes politiques.

26. Dactylographié collé, 12 lignes, 155 mots

Monsieur le Président,

Vous nous demandez de faire des efforts et d'accepter les hausses d'impôts et de taxes.

Les citoyens vous demandent de montrer l'exemple sur les mesures suivantes :

Réduction du nombre de députés et sénateurs.

Diminution des indemnités, avantages en nature, nombre d'assistants, régimes spéciaux de retraites, frais d'obsèques...

Rendre obligatoire leur présence comme un simple salarié du public ou privé, avec réduction des indemnités et arrêt du mandat si absence non justifiée.

Décision des conditions et avantages de ces élus par une commission indépendante avec une communication transparente, surtout pour les sénateurs, et non par eux-mêmes.

Il serait bon de commencer cette information pour les députés européens avant leur vote cette année.

Diminuer les postes de hauts fonctionnaires avec des salaires excessifs dans des commissions non actives, ambassadrice en Arctique... qui ne servent qu'à donner des postes à des anciens ministres, députés...

Organiser un référendum sur ces sujets pour permettre ces décisions.

27. Manuscrit, 4 lignes, 26 mots

Je suis à la retraite, j'ai du mal à la fin du mois.

Je souhaite une hausse de celle-ci pour pouvoir avoir plus de pouvoir d'achat.

28. Dactylographié (quatre pages), 180 lignes, 1995 mots (couple

Doléances d'une citoyenne et d'un citoyen :

La démocratie et en particulier la démocratie représentative doit être **basée sur un contrat de confiance** entre le peuple et ses représentants. Or, nous constatons que depuis plusieurs décennies cette élite représentative **ne sert que ses propres intérêts et non celui du peuple**. La France ne fait pas exception en devenant la **championne du monde de l'évasion fiscale**. À ce point-là, il ne s'agit plus de corruption minoritaire, mais d'un **système généralisé créant injustices sociales, fiscales et environnementales par un lien obscur entre économie et politique**. Il ne s'agit pas d'une simple affaire de corruption mais d'un véritable hold-up de la finance, un **siphonnage de l'économie** par une fiscalité qui prive les travailleurs, ceux qui produisent les richesses réelles, du fruit de leurs efforts.

L'effort à faire porte donc sur la confiance, ce contrat moral entre le vivant et les personnes en charge de sa gestion équitable et pacifique.

Aujourd'hui, la force de travail et la technique sont en capacité de nourrir, soigner et éduquer l'ensemble de la population mondiale. Et pourtant, la famine croît de nouveau, le travail se raréfie et nous faisons face à un matraquage politique pour augmenter le temps de travail, diminuer et limiter l'accès aux aides sociales (chômage, pension retraites, RSA, aide à l'indépendance, etc.), une diminution des services publics, ce qui creuse toujours davantage les inégalités.

À ce titre, voici une liste non exhaustive de nos doléances en tant que citoyens concernés qui prennent leur part de responsabilités pour offrir un avenir digne à tous et aux générations à venir.

Nous demandons :

La mise en place du RIC (révoquer, constituer, abroger, légiférer) par référendum et la destitution du président Macron et de son gouvernement à effet immédiat, nous survivons grâce au travail des citoyens et non grâce aux politiciens d'aujourd'hui, nous ne devons donc pas avoir peur de connaître une période de transition sans élite. Interdire la récupération politique par tous les représentants des autres partis et en particulier des anciens prétendants aux présidentielles qui n'ont pas été élus, ce qui signifie donc qu'ils n'incarnent pas les aspirations des citoyens. Il nous faut mener une campagne présidentielle par une **réintégration citoyenne et intellectuelle** (chercheurs, intellectuels, scientifiques indépendant) au sein des institutions (Parlement, Sénat, Assemblée nationale, commission de contrôle des dépenses publiques, etc.) **ayant pour seul intérêt l'intérêt collectif, le vivant et pour seule règle l'exemplarité, l'éthique de représentation. Votons pour des idées et non pour des personnalités dont l'égo est le seul maître de leurs ambitions !**

Destituer l'élite par le capital (politique et grands patrons).

- **Instaurer un salaire minimum ET un salaire maximum (exple : 1500/15000 ou 2000/20000), le surplus est réinjecté dans la collectivité** (service public et aides sociales).
- **Plafonner le capital** (définir un seuil au-delà duquel on reverse à la communauté) ainsi l'ISF est supprimé.
- **Faire de même pour le patrimoine** (instaurer un plafond et le reste sera rendu à l'État, au peuple, pour accueillir écoles, hôpitaux, centres sociaux et culturels...
- **Encadrer l'héritage** en définissant un plafond capital/patrimoine (70 % des plus riches Français le sont par héritage).
- **Blacklister les élites corrompues d'hier**, ceux que l'on ne veut plus voir afin de mettre fin à l'oligarchie monarchique des riches héritiers. Rendre public leur patrimoine et calculer le patrimoine qu'ils pourraient avoir par leur simple rémunération, déduire le coût de la vie et estimer donc le montant de l'argent public ou privé détourné, afin de le rendre à la communauté.
- **Rendre l'élite actuelle des citoyens lambda avec les mêmes droits** : certains doivent répondre de leurs actes et décisions devant un tribunal compétent et indépendant. Punir avec la plus grande fermeté la dérive politique qui a amené à cette situation de crise morale qui affame la population à l'ère de la surabondance.
- Interdiction de **cumuler les mandats et également dans le temps** pour permettre une respiration politique.

Redistribution du patrimoine et encadrement des loyers.

- **Les bâtiments historiques** (et privatisés par quelques riches capitalistes) **doivent être réhabilités** en hébergement, hôpitaux, écoles, musées, centres sociaux et culturels...

- **Loger les sans et mal logés avec les logements vides d'occupation, immédiatement**, 40 % de logements vacants en France avec 4 millions de mal logés.
- **Abroger l'assurance loyers impayés** et assouplir les conditions d'accès à la location, elle aussi doit **se baser sur une relation de confiance** dans une société d'accès équitable au travail et aux richesses.
- **Encadrer les loyers par l'État** (réduire et plafonner les loyers).
- **Encadrer le prix de l'immobilier pour l'achat.**

L'argent public.

- Définir un budget pour les besoins communs : établir un prévisionnel des besoins réels et communs (alimentation, santé, éducation, transports, logements). Redonner une large place aux services publics sur tout le territoire, pour redynamiser les campagnes et alléger les grandes villes.
- **Redonner sa place à la banque de France** pour ne pas emprunter auprès de banques privées. **Repenser les accords avec l'Union européenne en ce sens.**
- **Contrôle des taxes sur les grandes entreprises** (GAFA, etc.) et récupérer l'évasion fiscale des 10 dernières années, l'argent qui vient du travail réel des Français. Et supprimer les dispositifs tels que le CICE. **Les commissions de contrôle doivent agir et être transparentes.**
- **Redéfinir une politique de prix des biens de consommation courante** mais aussi de tous, le luxe ne devrait pas exister, **tout le monde doit pouvoir avoir accès à tout.**
- **Favoriser le développement des transports propres sur tout le territoire**, désenclaver les campagnes et favoriser la répartition de la population sur l'ensemble du territoire (grâce au développement du service public et des activités coopératives et/ou indépendantes).
- **Aide au passage aux véhicules propres** (changement de moteur ou de véhicule par le recyclage).
- **Limiter au maximum l'apport du neuf** dans l'économie et favoriser le recyclage de tous les produits les plus polluants.
- **Mise en place au sein du service public de commissions de contrôle des services liés aux personnes fragiles**, tels que les services liés à l'enfance (centres d'accueil, de placement, etc.), des maisons de retraite et de toutes les personnes fragiles ou en situation personnelle et familiale précaire. **Mettre fin à la violence sur les plus fragiles et des dérives au sein de ces institutions.**
- **Refondre Pôle emploi et CAF, et repenser les critères d'accessibilité pour chaque personne individuellement, aux prestations. Et éducation à l'éthique de la gestion sociale par les personnels de ces services.** Le personnel doit y être qualifié et compétent, c'est-à-dire disponible, à l'écoute et en mesure d'apporter son aide à chacun, loin du mépris et de l'incompétence que l'on connaît aujourd'hui de manière généralisée.
- **Mettre en place un revenu universel** et supprimer la CAF et mettre fin à différentes aides sociales sur critères qui ne tiennent pas compte de la réalité du quotidien des foyers.

Le travail :

- **Diminution du temps de travail et partage du travail.** Non, on ne résout pas la crise du chômage en augmentant les heures de travail. **Fin des exclus du travail.**
- Recenser la population (en cours).
- **Définir le besoin humain en heures de travail à partager entre tous les adultes en capacité de travailler :** service public à temps partiel pour tous et une rémunération par revenu universel.
- **Développer la coopérative** (favoriser les rapports horizontaux) **à la place de l'entreprise verticale.**
- **Développer les activités indépendantes grâce à l'accompagnement de l'État.**

- **Développer le débat politique dans les communes** afin que chacun puisse prendre part aux décisions communes, localement et nationalement.
- **Encadrer et plafonner les capitaux des grands groupes** et les dividendes reversés aux actionnaires.
- Soumettre **la loi travail au RIC**.

Gouvernance :

- **Une Assemblée nationale citoyenne.**
- **Un collège de spécialistes** (à la place du Sénat actuel par exemple), chercheurs en sciences naturelles, sociales et humaines. La connaissance est tellement vaste que chaque citoyen ne peut pas être au courant de tout. Il doit pouvoir être conseillé, pour cela il faut que des chercheurs indépendants puissent accompagner la démocratie dans ses choix pour l'avenir. **L'intelligence collective au service de l'intérêt collectif.**
- **Des ministres compétents**, diplômés et expérimentés dans leur domaine de compétences, qui ne viennent pas de la caste (supprimée par RIC).
- **Revenir à une constitution minimale dans l'espace public**, des règles connues de tous et auxquelles tout le monde se soumet, **fin de l'impunité diplomatique** et autres privilèges. **Ce qui pose problème, c'est le non-respect des élites actuelles face à leurs intérêts, qui s'aident en complexifiant les choses.**
- Représentation publique et internationale : pour une durée (mandat à définir), 1 personne de chaque siège (ministériel, citoyen et de la recherche) pour une représentation en collège, soit 3 personnes.
- **La compétence avant la filiation**, le réseau, pour tous les membres, être représentants de la réalité socio-économique de notre époque. Connaître le vrai prix de choses et leurs modes d'acquisition.
- **Mettre en place une parfaite transparence des dépenses publiques** (justificatifs des dépenses des élus).
- **Fin des privilèges post-mandat.**

Éducation :

- **Enseigner la philosophie et l'esprit critique à l'école afin de ne pas encore et encore retomber dans un élitisme criminel pour la population.**
- **Enseigner l'éthique du citoyen**, la fin de la réussite par l'argent, en vouloir plus que les autres.
- **Abolir le rêve d'être millionnaire/milliardaire, revenir à l'humilité de l'existence.**
- **Réussir est en lien avec le bonheur, l'épanouissement personnel et non l'accumulation de biens et de capitaux au détriment des autres.** Un riche = des centaines, des milliers, des millions de pauvres, puisque **l'économie représente le pot commun.**
- **Investir dans la recherche en sciences humaines et sociales ainsi que dans l'enseignement.**

Environnement :

- **Des journées de nettoyages**, villes, plages, campagnes.
- **Supprimer la publicité à la TV pour des spots écoresponsables, apprendre à vivre de manière responsable au quotidien.**
- **Récupérer l'évasion fiscale et les détournements de fonds publics et les réinjecter dans le nettoyage et la transition écologique et le déploiement de dispositifs en faveur de l'écologie.**

- **Mettre fin aux entreprises les plus polluantes**, extraction énergétique, mais aussi au tourisme de masse tel que les bateaux de croisière géants.

Médias :

- **Médias libres et indépendants.**

- **Supprimer la publicité pour des produits ou des marques capitalistes.**

- Repenser la programmation télévisuelle et **limiter les programmations abrutissantes** type TV réalité.

Santé :

- **L'accès gratuit aux soins pour tous.**

- **Suppression des mutuelles santé (privées).**

- **Accueil des migrants dans des conditions dignes et humaines**, la Terre appartient à tous. Et proposer des zones d'accueil, mettre en place des dispositifs permettant le départ de leur pays en toute sécurité, mobiliser des bateaux.

- **Soumettre au RIC la loi santé, la vaccination obligatoire** et les préservatifs gratuits sur ordonnance (ce qui semble inefficace pour ne pas dire stupide).

- **Investir dans la recherche bioéthique.**

Conflits d'intérêts :

- **Interdire et supprimer la finance et la spéculation sur l'argent réel.**

- **Dissocier banques de dépôt et banques d'investissement.**

- **Banque et assurance.** Exemples : assurance loyers impayés pour les propriétaires de bien à louer, l'assurance n'accepte que les dossiers pour lesquels elle est sûre de ne rien avoir à déboursier, critères extrêmement discriminatoires en période de crise économique avec autant de personnes exclues du marché du travail.

- **Exiger la transparence des fonds utilisés lors des campagnes politiques.**

Justice :

- **Traduire en justice les personnes responsables des violences** commises sur des manifestants, aussi bien au sein de la sphère politique qu'auprès des forces de l'ordre.

- Traduire en justice **les personnalités ayant incité à la haine.**

- Enfin faire la différence entre une colère qui s'exprime par la destruction de **biens matériels** et la **violence institutionnelle, politique et policière** (entièrement protégée et armée) à l'encontre de personnes, d'**êtres humains**.

La violence institutionnelle étant mère de toutes les autres.

Plus tard :

- Repenser la propriété privée.
- Repenser les frontières.
- Désarmer le monde.
- Penser un texte universel de paix, ayant valeur première aux yeux de toutes les lois.

29. Dactylographié (deux pages), 55 lignes, 597 mots (homme) (lettre-type)

Objet : Propositions de sujets dans le cadre du grand débat national.

Madame, Monsieur,

En tant que citoyen, je me permets de vous envoyer les propositions qui me tiennent à cœur et que j'aimerais voir abordées à l'occasion du grand débat national dont vous centralisez les thèmes.

Soucieux du sort réservé aux victimes dans la procédure pénale ainsi que la sécurité au quotidien de tous les Français, voilà trois réflexions qui pourraient faire évoluer les droits des parties civiles, rétablir un seuil de sécurité et qui, de fait, participerait au bon fonctionnement de notre justice :

- **Pour que la victime puisse faire appel en cas de relaxe ou d'acquittement**

Il s'agit de créer **un droit d'appel pour les victimes en cas de relaxe ou d'acquittement** du mis en cause devant le tribunal correctionnel, la cour d'assises et le futur tribunal criminel départemental.

Aujourd'hui, ce droit n'existe pas : la victime peut certes faire appel sur ses intérêts civils, **mais elle ne peut pas demander la tenue d'un second procès pénal** qui pourrait aboutir à l'établissement de la culpabilité pénale du mis en cause.

Cette situation est souvent vécue comme un second traumatisme pour la victime. Car une décision de relaxe ne signifie pas seulement que son agresseur présumé est innocenté ; aux yeux de la société, **c'est la victime elle-même qui devient une menteuse potentielle**, ce qui est particulièrement ravageur dans les cas de violences sexuelles, parfois difficiles à prouver matériellement.

Le droit d'appel de la victime en cas de relaxe ou d'acquittement serait en outre le prolongement naturel et cohérent des droits dont bénéficient actuellement les victimes. En effet, la victime déclenche l'enquête en portant plainte, peut passer outre un classement sans suite du procureur par une constitution de partie civile et a la capacité de faire appel des ordonnances de non-lieu du juge d'instruction. **Il est donc tout à fait légitime qu'elle puisse également mettre l'appel en mouvement lorsqu'elle estime que justice n'a pas été rendue.**

- **Pour interdire aux détenus terroristes de solliciter une libération conditionnelle avant au moins les deux-tiers de leur peine.**

Les méthodes de déradicalisation mises en place peinent encore à obtenir des résultats satisfaisants.

Les détenus radicalisés condamnés pour des faits de terrorisme présentent, pour un certain nombre d'entre eux, des risques importants de récidive. Dans de telles situations, la peine de prison trouve son utilité essentiellement dans son rôle de neutralisation.

Ainsi, un régime spécial d'exécution des peines doit être réservé à ce type de détenus particulièrement dangereux.

Cela s'inspire du régime d'exécution des peines existant en Italie, aux articles 176 et suivants du code pénal transalpin qui allonge pour les terroristes et les mafieux la période à l'issue de laquelle ils sont en droit de solliciter une libération conditionnelle.

- **Pour la suppression des réductions de peine automatiques.**

Ces réductions de peine, qui s'élèvent à trois mois la première année et à deux mois les années suivantes, choquent parce qu'il n'est nullement tenu compte, pour en bénéficier, de la « bonne conduite » du condamné. **Elles sont accordées de droit et ne sont retirées qu'en cas de mauvaise conduite caractérisée.**

Ces réductions de peine sont d'autant plus inutiles que les aménagements de peine (accessibles à mi-peine) et les réductions de peine supplémentaires (de trois mois par an) permettent déjà d'encourager les détenus à bien se conduire, à suivre un traitement ou à indemniser leurs victimes.

Je vous remercie par avance pour l'intérêt que vous porterez à ces propositions et espère vivement qu'elles viendront enrichir le débat qu'attendent les Français.

Je vous prie de croire. Madame, Monsieur, à ma respectueuse considération.

Prénom : [Prénom]....

Nom : [NOM].....

Adresse : ...[Adresse].....

.....

Signature : ... [Signature].

[Tampon courrier arrivée 4 FEV 2019]

30. Manuscrit, 35 lignes, 214 mots

Économies : il est grand temps d'en faire.

On ne peut plus demander toujours de payer en mettant des taxes.

Où faire des économies :

- Arrêter de créer des commissions ou groupes de travail nouveaux. Regarder si déjà il n'y a pas des existantes entre le Sénat ou l'Assemblée nationale.
- Les élus sont louables et font un travail formidable. Élus mais aussi membres du gouvernement. Mais quand leur mandat est terminé, nous leur devons rien. Ils pourraient cotiser à l'assurance chômage et dans ce cas, à leur départ, ils seraient pris en charge, idem pour tous les mandats.
- Arrêter tous les avantages des présidents, des sénateurs et députés et autres.
- Gérer la formation continue et apprentissage beaucoup mieux. Vérifier que les formations soient validantes.
- Garantir un minimum pour les chômeurs mais pas non plus une rente qui ne donne pas envie de reprendre un travail. Parfois, aller travailler fait moins gagner que l'assurance chômage.
- Gérer avec de la logique, ex : refuser un billet de train mais prendre en charge le même transport en ambulance, est-ce logique et économique ?
- Faire qu'un système. Plus de privé et de fonction publique. Une égalité pour les salariés. La garantie de l'emploi ne doit plus exister.

Voilà juste quelques pistes.

[Signature]

[FIN]